



Centre des finances publiques en Bretagne. Une bonne politique fiscale nécessite une bonne administration fiscale.

Jean-Charles Moretti - R&A

IMPÔTS Une étude de l'OCDE tente de définir les conditions d'une fiscalité favorable à la croissance et à la réduction des inégalités. Et donne des pistes pour y parvenir.

Quel est le meilleur système fiscal ?

Les experts de l'OCDE tentent de définir les conditions d'une fiscalité inclusive, c'est-à-dire ne remettant pas en cause la croissance tout en permettant de réduire les inégalités. Pour les auteurs, évaluer chaque impôt de manière individuelle est insuffisant. Disposer d'une idée juste des

conséquences d'un système fiscal réclame d'analyser ses composantes plus structurelles. Il est ainsi nécessaire de regarder la qualité de l'administration fiscale, la complexité/simplicité du système, le poids des niches fiscales, les seuils d'imposition, le degré de réponse

des agents économiques aux changements de fiscalité, les pratiques d'optimisation et de fraude, le contexte fiscal international, etc. Il faut également prendre en compte les caractéristiques plus générales de l'économie : la part du capital et du travail, la distribution des revenus, le niveau de chômage, des inégalités, etc.

Quatre actions possibles

Le document propose quatre grands types d'actions pour permettre aux systèmes fiscaux d'être à la fois plus efficaces et plus justes. Le premier, répété depuis toujours par tous les fiscalistes : baisser les taux et élargir les bases d'imposition. La suppression des niches fiscales, surtout celles qui bénéficient aux plus hauts revenus, permet de diminuer les taux d'imposition. Cela simplifie le système fiscal et réduit les possibilités de fraude.

Une autre orientation consiste à renforcer la progressivité de la fiscalité. Cela ne passe pas par une hausse des taux marginaux, décourageants et contournés, mais par l'harmonisation des taux d'imposition entre les différentes formes de revenus – travail et capital.

La fiscalité doit également intervenir pour corriger les inégalités avant toute redistribution. Par exemple, en encourageant la sortie des activités du secteur informel (le travail non déclaré), en privilégiant les périodes de formation et d'acquisition de compétences, en taxant plus les activités inutiles ou nuisibles (jeux, tabac, alcool, produits sucrés...).

Enfin, une bonne politique fiscale réclame une bonne administration fiscale. C'est-à-dire capable de gérer des systèmes complexes à moindre coût, luttant avec détermination contre l'optimisation fiscale agressive des particuliers et des entreprises, disposant de données précises... et de bons économistes spécialistes de la fiscalité pour les analyser ! A bon entendeur...

■ Christian Chavagneux

en savoir plus >

L'actualité des études

► **Le financement de la dette publique des Etats-Unis connaît des transformations importantes depuis 2014, explique une étude de la Société générale.** Sur les quelque 20 000 milliards de dollars de dette, quasiment les trois quarts peuvent s'échanger sur un marché (le reste correspond à des dettes entre administrations). Depuis 2014, la part financée par des investisseurs étrangers est passée de la moitié à 45 %. Autre changement : les achats de dette par des acteurs économiques privés progressent au détriment de la part des acteurs publics tels que les banques centrales. Ainsi, la détention de la dette publique des Etats-Unis pour motif de spéculation s'accroît, ce qui devrait se traduire par plus de volatilité.

A consulter sur www.societegenerale.com/fr/s-informer-et-nous-suivre/econews/econote

► **5 100 milliards de dollars s'échangeaient quotidiennement sur les marchés des changes en avril 2016, selon la dernière enquête triennale de la Banque des règlements internationaux (BRI).** Cela représente une baisse de 5,5 % par rapport à la précédente enquête d'avril 2013. Le dollar reste la monnaie la plus échangée (88 % des transactions, sur un total de 200 %, car chaque échange implique deux devises). L'euro arrive en deuxième place avec 31 %. La place de Londres reste, et de loin, le premier marché mondial des changes avec 37 % des transactions, suivie par les Etats-Unis avec 19 %. La France (avec 2,8 % du total) est en 6^e position, derrière Singapour, Hongkong et le Japon.

A consulter sur www.bis.org/publ/rpfx16fx.pdf



D'autres études sur alterecoplus.fr dans la rubrique « En direct de la recherche »

> « **Tax Design for Inclusive Economic Growth** », par Bert Brys, Sarah Perret, Alastair Thomas et Pierce O'Reilly, *OECD Taxation Working Papers* n° 26, 2016.